Les crédits

qui permettent depuis trop longtemps au racisme de survivre dans notre pays.

[Français]

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Madame la Présidente, c'est avec une certaine tristesse aujourd'hui que je m'adresse devant vous concernant ce dossier, concernant l'intolérance et le préjudice.

Québécois de naissance et Franco-Ontarien d'adoption, j'ai eu ce grand privilège dans ma vie d'avoir appris dès le début les deux langues officielles de notre pays: le français, bien sûr, puisque mes deux parents étaient francophones, et l'anglais, à cause du milieu dans lequel j'ai vécu.

Madame la Présidente, la discrimination, le préjudice et l'intolérance sont des plaies, des maladies dans une société et laissées sans soins, ces maladies peuvent avoir des conséquences non seulement fâcheuses, tristes, voire même néfastes et dévastatrices à un pays. On n'a qu'à penser au Liban, au Sri Lanka, ou bien même à l'Irlande du Nord pour comprendre jusqu'à quel point cette intolérance peut endommager et détruire tout semblant de dignité humaine.

Plus tôt cette semaine, madame la Présidente, des dirigeants municipaux de la ville de Sault Ste. Marie en Ontario adoptaient une résolution déclarant leur municipalité officiellement unilingue, unilingue anglaise bien sûr.

Le conseil de ville prenait cette initiative s'appuyant sur une pétition signée de la main de plusieurs milliers de résidents de Sault Ste. Marie. Pourquoi ce geste? Les résidents de Sault Ste. Marie sont-ils en grande proportion des bigots? Probablement pas. Les élus municipaux sont-ils racistes? J'espère que non. J'ose plutôt croire qu'ils ont été induits en erreur. Erreur grave, inexcusable, peut-être, erreur quand même!

L'automne dernier, la Loi 8 de l'Ontario entrainait en vigueur. Selon cette loi, la province garantissait aux Franco-Ontariens demeurant dans certaines zones désignées des services dans la langue française. Bien sûr, je parle de services provinciaux. Bien sûr, une municipalité peut offrir, elle aussi, des services en français, peut se déclarer bilingue même, mais n'est certainement pas légalement tenue ni obligée de le faire. Pourquoi donc se déclarer officiellement unilingue?

[Traduction]

Madame la Présidente, un petit groupe de gens qui ont des visées communes précises cherchent à faire adopter de telles résolutions dans certaines municipalités de

l'Ontario sous le prétexte que le bilinguisme dépasse les moyens des municipalités et présumément pour riposter à la Loi 178 du Québec, qui interdit l'affichage en anglais à l'extérieur des commerces.

Aucune municipalité ontarienne, je le répète, n'est tenue ni obligée de quelque façon d'offrir des services en français, même si j'estime que beaucoup d'entre elles devraient le faire.

À propos de la Loi 178, je dirai simplement qu'il est bien connu qu'on ne répare pas une injustice par une autre. Il convient toutefois de signaler que les services offerts aux anglophones du Québec sont de beaucoup supérieurs à ceux offerts aux Franco-Ontariens.

Ce qui est le plus troublant, à mon avis, c'est le genre de message qui ressort d'une telle déclaration. Permettez-moi de faire un parallèle ou deux pour vous, madame la Présidente, et pour nos collègues à la Chambre.

Si une municipalité ne participait pas aux programmes visant à promouvoir l'égalité raciale, pourrait-elle, en se servant de la même logique, se déclarer uniraciale? J'espère que non. Si une société, ou une municipalité, ou n'importe quelle autre organisation, ne prévoyait pas d'installations pour les personnes handicapées ou n'embauchait pas de personnes handicapées, pourrait-elle se déclarer une zone sans personnes handicapées? Encore une fois, la réponse est non, évidemment.

De la même façon, une municipalité ou une société qui n'offre pas de services en français n'a certainement pas besoin de se déclarer officiellement unilingue. C'est déjà assez malheureux qu'elle n'offre pas de services au groupe linguistique minoritaire, particulièrement lorsque celui-ci est important en nombre.

Faire des déclarations publiques à cet égard constitue, à mon avis, une insulte non seulement à ce groupe minoritaire, même si c'est effectivement le cas, mais aussi à tous les membres des groupes minoritaires d'un bout à l'autre de notre beau pays.

La dualité linguistique du Canada a été sans cesse reconnue depuis l'Acte de Québec de 1774. Le fait que beaucoup de Canadiens puissent parler une de nos deux langues officielles, ou même les deux pour ceux qui le peuvent, représente une immense richesse pour ces Canadiens et pour le pays en général. C'est une richesse qui vaut la peine d'être conservée et appréciée.

Je prie tous mes collègues aux niveaux fédéral, provincial et municipal de ne pas se laisser prendre à ce genre de piège qui divise le Canada. Que notre pays soit une terre de tolérance où les Canadiens se sentent libres et se sentent chez eux n'importe où, qu'ils soient francopho-